

# Et si, demain, survenait la supercatastrophe...

*Le risque technologique majeur, annoncé par Seveso, l'« Amoco-Cadiz » ou Three Mile Island, pourrait, estiment les experts, désorganiser tout un pays, au point d'empêcher que la situation soit contrôlée.*

Le développement d'activités industrielles sans cesse plus importantes, l'utilisation de produits — radioactifs ou chimiques — toujours plus dangereux ont conduit à accroître le risque d'accidents majeurs. Une thèse qui vient de paraître et un débat organisé par l'Association des Journalistes Scientifiques viennent de mettre en lumière ces « risques technologiques majeurs » dont il faut redouter le pire.

**P**AR leur ampleur, par leur nature, par leur complexité, les risques que fait courir aujourd'hui l'industrie sont sans commune mesure avec ceux d'autrefois. En juillet 1976, après l'accident de Seveso, en Italie, lorsqu'un produit chimique très toxique fut accidentellement répandu, on se demanda s'il ne fallait pas évacuer la ville de Milan, raconte Patrick Lagadec dans la thèse qu'il consacre à ce « Risque technologique majeur » (1).

« On ne peut plus se cacher la vérité, dit-il : de grandes agglomérations, de vastes zones, où vivent des millions de gens, sont aujourd'hui sous la menace de graves destructions ou contaminations. Les causes de ces désastres

sont multiples, restent mal inventoriées et mal connues... »

Lors d'une réunion-débat organisée par l'Association des Journalistes Scientifiques, ce problème a été également discuté par d'autres spécialistes. En fait, tout le monde est malheureusement d'accord pour admettre que le danger est à la fois réel et mal contrôlable.

Les exemples sont déjà impressionnants. Le 1<sup>er</sup> juin 1974, à Flixborough, en Angleterre, une usine chimique heureusement installée en pleine nature explose lorsque s'enflamme un nuage de 50 tonnes de cyclohexane. Bilan : 28 morts, 2 500 maisons rasées, des vitres brisées jusqu'à 15 kilomètres, 1 milliard de francs de dégâts. Si l'usine avait été installée dans

une agglomération — comme il en existe des centaines, un peu partout dans le monde — il y aurait eu des milliers de victimes.

Le 10 juillet 1976, à Seveso, en Italie, à 18 km de Milan, un nuage de dioxine se répand autour de l'usine Ixmesa. C'est l'un des poisons les plus dangereux produits par l'homme. Tandis que des enfants sont brûlés, les autorités font preuve d'un surprenant attentisme, entretenu par les déclarations lénifiantes de l'industriel et les incertitudes des scientifiques : on connaît mal le poison, on ne sait pas quelle quantité s'est échappée. Ce n'est qu'un mois plus tard que la panique gagne, qu'on évacue en catastrophe, qu'on fait avorter des femmes enceintes, qu'on remplace des kilomètres carrés de sol pollué.

Le 16 mars 1978, c'est, en face de Portsall, sur la côte du Finistère, le naufrage de l'Amoco-Cadiz. Plus de 200 000 tonnes de pétrole polluent 400 kilomètres de côtes. Là aussi, on a l'impression que les autorités sont submergées devant l'ampleur

de la catastrophe, que les erreurs d'appréciation sont évidentes. Il en fut de même lors de l'accident nucléaire de Three Mile Island, le 28 mars 1979. Lorsqu'un train transportant des produits chimiques fut accidenté, près de Toronto, le 10 novembre 1979, il fallut évacuer 240 000 personnes. Tout l'ouest de la ville fut mis en alerte : on ne savait pas exactement ce que transportaient les wagons et où ils se trouvaient...

Sans succomber à un vertige apocalyptique, on peut se demander, avec les experts, si les leçons que l'on pourrait tirer de ces catastrophes suffisent pour organiser la prévention de celles qui risquent de se produire. Rien n'est moins certain. Le pire doit être attendu. Les navires méthanières sont des bombes flottantes, les réservoirs d'hydrocarbures, des torches en puissance, les usines chimiques, des sources d'empoisonnements potentiels. Au sud de Lyon, dans le « couloir de la chimie », près de l'autoroute du Soleil et la ligne Paris-Marseille, se trouvent plus

d'une quinzaine d'installations à haut risque !

Malgré les progrès faits dans la législation, malgré les précautions prises par les industriels — notamment ceux du nucléaire — personne ne peut affirmer aujourd'hui que le « risque majeur » est réellement pris en charge et maîtrisé. Il ne s'agit pas de remettre en question le progrès technologique et le développement industriel — ce serait illusoire. Peut-être s'agit-il de prendre davantage conscience à tous les niveaux, du citoyen à l'Etat, de l'existence de ce risque. Patrick Lagadec suggère la création d'un ministère de la Sécurité.

Mais il n'en restera pas moins vrai que le propre d'une grande catastrophe est d'être unique, extraordinaire, sans comparaison avec ce qui a eu lieu auparavant. Elle risque de bousculer les plans établis, de remettre en question les moyens de sauvegarde prévus. On ne peut jamais être certain de maîtriser entièrement une grande catastrophe. Au moins, pourrions-nous faire en sorte de minimiser ses conséquences.

Cela ne peut se concevoir que s'il existe une bonne prise de conscience de ce risque majeur par les décideurs, les parlementaires et les hommes politiques, comme par les citoyens. Ce qui suppose une bonne information dans ce domaine, une éducation orientée dans ce sens dès l'école, l'implication à tous les stades du plus grand nombre de nos concitoyens dans tous les processus de réflexion et de parade vis-à-vis des risques.

Car il n'est nullement impossible que l'une de ces catastrophes majeures, imprévisibles, déséquilibre à un tel point la société que les relations normales entre l'administration, les notables, le pouvoir politique soient perturbées gravement, au point d'empêcher que la situation soit contrôlée. Dans ce cas, on ne pourrait plus compter que sur la bonne volonté, le civisme et la bonne information des citoyens.

Robert Clarke

(1) Patrick Lagadec : *Le Risque technologique majeur* (Collection « Futuribles » Ed. Pergamon).